



écho
des entreprises

05

19

04 / Zoom

LUXEMBOURG AIR RESCUE

12 / Interview

ROBERT SCHARFE

18 / Focus

HOUSE OF STARTUPS

33 / Position

LUXEMBOURG'S RENEWABLE
ENERGY POLICY

Si votre quotidien est ainsi fait...



... ce camion est le vôtre :



l'Atego.
Vous n'avez pas de temps à perdre ? Alors il est temps d'opter pour un Atego. Grâce à l'analyse permanente de l'état du véhicule, les visites à l'atelier peuvent être planifiées à temps et les périodes d'immobilisation sont évitées. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site www.mercedes-benz.com/atego

Mercedes-Benz
Trucks you can trust



Sommaire

03

Éditorial

04

Zoom
Luxembourg Air Rescue : Entre sauvetage aérien et formations 4.0

12

Interview
Robert Scharfe - CEO, Luxembourg Stock Exchange

18

Focus
House of Startups : de la création d'un lieu fédérateur d'innovation à l'émergence d'un catalyseur de l'économie

26

Actualités de la FEDIL
Communication UEL : Le dialogue social sur le plan national / Lancement officiel du Luxembourg Digital Innovation Hub / Le livre du centenaire de la FEDIL est de nouveau disponible

30

Opinion
L'industrie : un interlocuteur indispensable pour une finance durable efficace et efficiente - par Angela Lo Mauro

33

Position
FEDIL Note about Luxembourg's Renewable Energy Policy - by Gaston Trauffler

38

Chronique juridique
Le délai d'invocation de la faute grave du salarié - par Philippe Heck

42

Publications & positions de la FEDIL

43

Caricature

Pénurie de main d'œuvre

Dans les contacts avec leurs entreprises membres, les représentants de la FEDIL sont régulièrement sensibilisés au sujet de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans tous les secteurs et pour quasiment toutes les fonctions. Cette pénurie ne se limite plus aux niveaux élevés de qualification ou aux spécialistes comme ce fut encore le cas il y a une ou deux décennies. Même les secteurs public et parapublic n'y échappent pas malgré les nombreux avantages qu'ils offrent à leurs salariés. Les difficultés rencontrées par les entreprises vont bien au-delà du seul processus de recrutement. Elles touchent également à la rétention des bons collaborateurs sur un marché du travail très concurrentiel et face aux problèmes notoires du logement et/ou de la mobilité qui préoccupent les travailleurs au Grand-Duché. De plus, la disponibilité de la main-d'œuvre a également été affectée récemment par un recours accru aux possibilités d'interruption temporaire ou partielle des carrières dans le contexte de la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale, ces interruptions étant fortement encouragées par une palette d'instruments politiques attrayants financés par la collectivité.

Malgré les avancées dans l'automatisation et la digitalisation et l'échappatoire de la sous-traitance internationale, les employeurs restent tributaires d'une main-d'œuvre locale. Mais comment remédier au problème de disponibilité ?

Beaucoup de secteurs ou entreprises individuelles ont reconnu la nécessité de mieux mettre en valeur leur offre de perspectives et atouts aux talents qu'ils recherchent. Expliquer aux collaborateurs et surtout aux jeunes leurs contributions positives aux solutions de problèmes sociétaux en fait partie. Ainsi, les industries technologiques disposent souvent d'arguments pour convaincre les jeunes. Il s'agit de bien les communiquer au-delà des cibles traditionnelles que sont les régulateurs, clients ou investisseurs.

Depuis 2016, la FEDIL accomplit cette mission dans le cadre de l'initiative HelloFuture, destinée à construire des ponts entre lycéens et entreprises à travers des roadshows, stages, visites ou autres actions de communication. À la demande de ses membres, la FEDIL va intensifier cet effort. En même temps, elle assurera une présence accrue auprès des universités, foires spécialisées et autre fora.

Face au développement technologique, les entreprises ont vocation à développer en permanence les compétences des collaborateurs existants pour affronter les transformations ensemble avec eux. Les efforts de re- ou upskilling en entreprise ou à l'extérieur en vue du maintien dans l'emploi sont impor-

tants sur un marché du travail tendu tel que le nôtre. Une politique cohérente dans le sens du maintien dans l'emploi devrait inclure une adaptation des instruments sociaux et fiscaux qui encouragent aujourd'hui trop les personnes concernées à quitter le monde du travail en transformation au lieu de s'approprier les moyens pour pouvoir affronter le changement avec confiance.

La promotion politique du travail à la carte peut produire des effets positifs sur le taux d'emploi, notamment féminin, et contribuer ainsi positivement à la disponibilité de main-d'œuvre pour une population donnée. Toutefois, au niveau des entreprises, la multiplication des sorties temporaires ou partielles perturbe leur organisation et crée des trous à combler et donc de nouveaux besoins. Il est probablement trop tôt pour chiffrer l'effet net sur le plan national, mais il va sans dire qu'un dérapage dans l'offre d'incitants au travail à la carte se traduirait par la nécessité d'attirer encore davantage de main-d'œuvre étrangère vers nos entreprises, aggravant ainsi les tensions sur le marché de l'emploi et ce à production inchangée.

Finalement, la capacité d'attrait du pays, en général, joue évidemment un rôle déterminant. Il s'agit d'un paquet composé d'éléments très variés, tels que la mobilité, le logement, la fiscalité, l'offre aux impatriés ou encore les possibilités d'exercer des nouvelles formes ou organisations du travail. En ce qui concerne ce dernier point, la réalisation d'avancées présuppose de rompre avec le cadre rigide de la législation du travail, ainsi qu'une bonne coopération avec nos pays voisins. D'autres éléments d'attrait pourront être abordés dans le cadre de la réforme fiscale qui s'annonce.

Dans une économie du savoir, marquée par la transformation digitale et l'incontournable transition énergétique, notre succès dépendra beaucoup de la mobilisation des talents autochtones et de notre capacité d'attirer et d'intégrer des travailleurs qualifiés étrangers. Ce constat devrait faire l'unanimité.

RENÉ WINKIN
Directeur
rene.winkin@fedil.lu



TERRASSEMENT TRAVAUX DE VOIRIE TRAVAUX D'INFRASTRUCTURE POUR ZONES INDUSTRIELLES ET LOTISSEMENTS BATTAGE DE PALPLANCHES PAR VIBRO-FONÇAGE PIEUX FORÉS EN BÉTON ARMÉ DÉMOLITIONS MÉTALLIQUES ET DE BÉTON ARMÉ TRAVAUX EN BÉTON ARMÉ FOURNITURE DE BÉTONS PRÉPARÉS

BAATZ Constructions Exploitation S.à r.l.
1, Breedewues L-1259 SENNINGERBERG
Tél : 42-92-62-1 Fax : 42-92-61
www.batz.lu

BAATZ
CONSTRUCTIONS
EXPLOITATION



zoom

LUXEMBOURG AIR RESCUE

LUXEMBOURG AIR RESCUE

Entre sauvetage aérien et formations 4.0

« If you can dream it, you can do it ». Le Leitmotiv de René Closter en dit long sur ses motivations. Fondateur, président et CEO de Luxembourg Air Rescue, ce visionnaire inexhaustible n'est pas du genre à s'éterniser au seul stade du rêve. C'est un « DO-er » qui préfère prendre les choses en main et réaliser des idées novatrices, sortant du cadre du connu. Lorsque ces aspirations s'inscrivent également dans l'intérêt général, on ne peut que féliciter l'initiateur pour sa persévérance. Le sauvetage aérien est incontestablement une cause noble et louable, qui a révolutionné la prise en charge médicale du pays et de la Grande Région.

Les hauts et les bas inhérents à toute entreprise innovante n'ont jamais rebuté son fondateur, depuis les années 1980 jusqu'aujourd'hui. Les équipes d'Air Rescue ont toujours témoigné d'une motivation extraordinaire pour surmonter les problèmes qui se posaient. Et la réalité actuelle du « rêve » est impressionnante. 182.430 membres - la plus grande association luxembourgeoise par le nombre d'affiliations. Six hélicoptères MD902 Explorer, plus celui opéré pour la Police. Six avions sani-

taires Learjet 45XR complètement équipés au service des patients. 185 collaborateurs sur plusieurs sites, dont un siège flambant-neuf et des plus modernes avec son propre atelier de maintenance à l'aéroport de Findel. Des formations futuristes et adaptables à toute situation civile ou militaire, uniques en leur genre dans la Grande Région. Et surtout, plusieurs milliers de vies sauvées chaque année à travers les missions de sauvetage, de rapatriement et de transport d'organes. Le rêve ne s'est pas transformé en cauchemar, tout au contraire, c'est une « succes story » *made in Luxembourg*.

Plus de 30 ans après la fondation, le crédo du patron est toujours partagé par les équipes de l'association, comprenant entre autres 21 pilotes d'avion, 18 pilotes d'hélicoptères et 20 infirmiers spécialement formés. Luxembourg Air Rescue ne cesse d'innover, d'investir et de multiplier son offre de services, notamment à l'attention des entreprises.



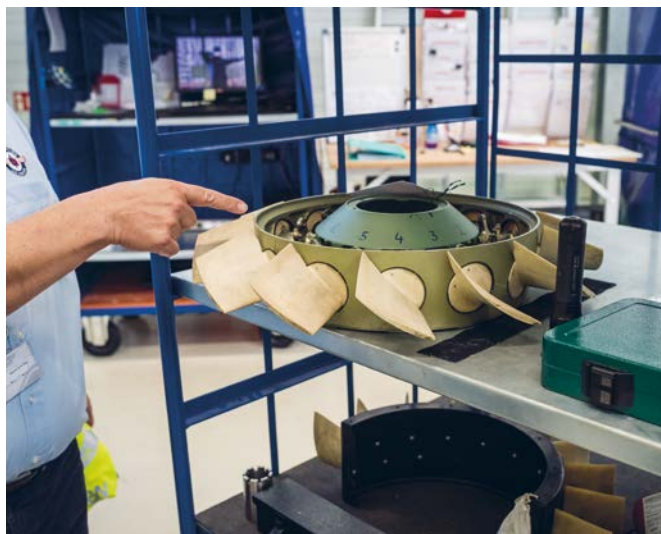
L'activité « Rotor Wing », l'opération des hélicoptères de sauvetage et ceux de la Police, constitue toujours une des missions principales. Outre les deux hélicoptères stationnés dans les hôpitaux de garde du Centre et celui du Nord à Ettelbrück, LAR a signé un accord avec les régions allemandes de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre, pour lesquelles elle opère l'hélicoptère Air Rescue 3 à partir de Findel. Un quatrième hélicoptère s'intègre actuellement dans les missions de FRONTEX dans la Méditerranée ; celui de la Police, qui sera bientôt remplacé par un nouveau modèle, est également opéré par LAR depuis l'aéroport de Luxembourg.

Un sixième hélicoptère sert de remplacement, lorsqu'un autre de la flotte se trouve dans les ateliers mécaniques à Findel. Les hélicoptères sont régulièrement soumis à des maintenances allant du check quotidien jusqu'à une maintenance périodique annuelle, qui dure 5 semaines et représente une vérification complète de toutes les composantes des éléments nécessaires. Le sixième hélicoptère permet de rester opérationnel lorsque ces inspections périodiques annuelles sont en cours. Pour garantir l'efficacité des missions de sauvetage, les hélicoptères Air Rescue reçoivent une priorité de décollage dans l'espace aérien

densément utilisé à Findel. Les activités Rotor Wing incluent également des missions de transport inter-hospitaliers au Luxembourg comme à l'étranger (hôpitaux spécialisés). Au total, 1792 missions de « Rotor Wing » ont été coordonnées en 2018.

L'activité « Fixed Wing », l'opération d'avions sanitaires, constitue le deuxième pilier de l'organisation. Un nouveau Learjet 45XR, livré en août 2019, porte le nombre d'appareils à 6. Les missions classiques de transport de patients ou de rapatriement (« Jets Ambulances ») proposées aux membres ou pour le compte de compagnies d'assurance, représentent la majorité des vols opérés, il y en avait 680 en 2018 pour un total de 81 pays reliés. LAR dispose de son propre centre d'alerte où le personnel spécialement formé est à disposition des membres et patients 24h/24, 365 jours par an. La prise en charge personnelle de A à Z en cas d'urgence à l'étranger est garantie aux membres, avec un accompagnement dès le premier appel jusqu'à l'arrivée à destination. Une ambulance terrestre ou autre support avant l'arrivée de l'avion sanitaire est commandé et géré depuis ces locaux. Souvent, les rapatriements se font dans des conditions extrêmes et depuis des pays à travers le monde. Mais LAR ne sauve pas seulement des

- 1988**
Création de LAR
- 1991**
LAR intègre le service de secours luxembourgeois SAMU
- 1998**
Mise en service du premier avion sanitaire
- 2005**
Inauguration d'un nouveau hangar à Ettelbruck
- 2009**
Autorisation officielle pour faire l'entretien d'hélicoptères MD (MD Service Center)
- 2016**
LAR emménage dans son nouveau bâtiment équipé à Findel + LAR est nommé 'Best Air Ambulance Provider in the world'
- 2018**
Fête des 30 ans en présence de LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse



vies par ses missions en hélicoptère ou de rapatriement : elle sauve en moyenne 2 vies par jour en France, où elle est transporteur exclusif d'organes à transplanter pour *France Transplant* après avoir gagné un appel d'offres en 2013, reconduit pour 7 ans en 2019. À l'exception de Paris, 1.600 dossiers issus de 67 hôpitaux de France (dont une vingtaine de centres de greffes), sont envoyés chaque année par l'Agence de Biomédecine au centre d'alerte de la LAR, ce qui donne lieu à 800 missions de vol par an. On participe aussi ponctuellement à des missions humanitaires, comme au Kosovo (camp de réfugiés), en Iran (séisme), en Indonésie (tsunami), au Pakistan (séisme) ou encore en Albanie (chute de neige).

Les services, notamment à l'attention des entreprises, se sont également développés depuis l'ouverture du nou-

veau siège. LAR y gère son propre espace de formations ultramoderne, équipé d'effets sonores et visuels et de « mannequins humanoïdes » pouvant faire vivre aux personnes une multitude de cas d'urgence et permettant une mise en situation réaliste avant de toucher un premier patient. Air Rescue investit 1 million d'EUR par an dans la formation de ses propres équipes. L'outil est aussi utilisé pour les formations externes par l'armée, les médecins militaires néerlandais et belges ainsi que pour les formations de premiers secours spécialisées, notamment de Luxair et d'autres compagnies aériennes.

Mais l'outil est également disponible pour toute autre société désireuse de proposer des formations dans un contexte hyperréaliste à ses employés. Les industries manufacturières, p.ex., peuvent y former leurs équipes à des

À PROPOS

12

appareils (6 hélicoptères + 6 avions sanitaires)

185

experts hautement qualifiés

182.430

membres affiliés

37,8

millions d'EUR de recettes consolidées

2.634

missions en 2018 (842 missions Fixed Wing + 1792 missions Rotor Wing)

WWW.LAR.LU



situations extrêmes et de premiers soins dans un contexte audiovisuel qui répond à leur lieu de travail. Cette particularité d'un environnement recréé renforce l'expérience consolidée et commune vécue par les employés. Les espaces de formation comprennent une salle de simulation avec effets, en plus d'une salle de briefing et d'une salle de traitement. Le haut réalisme est complété par des formateurs qualifiés, exerçant eux-mêmes le métier et connaissant ainsi les situations réelles.

Les entreprises peuvent également profiter d'un « corporate membership ». À une époque où il est de plus en plus difficile de retenir ses meilleurs talents, de nouveaux avantages à intégrer aux contrats de travail sont constamment recherchés. Dans cette perspective, le corporate membership d'Air Rescue ne permet non seulement d'offrir l'affiliation Air Rescue à ses employés, mais également de soutenir une bonne cause.

Finalement, le financement d'Air Rescue dépend largement des cotisations de membres privés et corporate. L'a.s.b.l. ne pourrait pas exister sans leur apport, les subventions étatiques étant minimales. Une autre tranche considérable du budget provient de la facturation de services pour tiers, notamment de la Police, et de rapatriements pour des compagnies d'assurance internationales.

Avec le centre de formations à Findel, l'élargissement et la modernisation de sa flotte ainsi que l'introduction du membership corporate, Air Rescue s'est clairement donné les moyens pour perdurer. Ces outils permettront de consolider la vision qui consiste à être parmi les meilleurs en termes de sauvetage aérien et de rapatriement médical pour le bien des membres et des patients. Pour continuer à vivre son rêve, également.

TEXTE :
FRANK GENOT
Conseiller auprès de la FEDIL
frank.genot@fedil.lu

PHOTOS :
MIKE ZENARI



ROBERT SCHARFE

CEO - Luxembourg Stock Exchange

On 24 May 2018, the European Commission ('EC') presented an action plan on sustainable finance to establish a framework to facilitate sustainable investment ('taxonomy') and create a unified classification system on what can be defined as environmentally-sustainable economic activities (1); to introduce new disclosure obligations for investors and asset managers (2); to create a new category of benchmarks comprising low-carbon and positive carbon impact benchmarks (3).

Mr. Scharfe, what makes Luxembourg a leading international platform for sustainable finance and how can companies established in Luxembourg take full advantage of it?

In my view, it is only natural that Luxembourg takes a leading role in sustainable finance. Luxembourg is the biggest fund centre in Europe and only second to that of the United States globally. Our financial traditions go back decades and as a country, we have built up and nurtured a financial sector know-how that has kept our financial centre at the forefront of financial developments. Today, Luxembourg offers a diverse and thriving ecosystem that financial institutions and other companies can benefit from to secure and accelerate continuous growth. In other words, thanks to its important financial centre - and the role that finance plays in its overall economy - Luxembourg has the perfect starting point for developing and driving sustainable finance. But we should not stop there, we should be even more ambitious. Sustainable finance is not the objective in itself, it is only a means to reach a much broader goal, which is sustainable economic development as defined by the United Nations Sustainable Development Goals and the Paris Climate Agreement. We will only reach these goals if we manage to channel public and private capital flows into green, social and sustainable investment projects. Luxembourg has the knowledge, resources and ecosystem needed to become a true leader in sustainable finance and thereby drive sustainable development. As importantly, we have the political will to do so. This is for instance demonstrated by the close collaboration between the Ministry of Finance and the Ministry of the Environment, Climate and Sustainable development, and the definition of the Sustainable Finance Roadmap that establishes clear ambitions for the development of sustainable finance in Luxembourg. Another example is the Luxembourg Green Exchange - also called LGX - that the Luxembourg Stock Exchange established three years ago. LGX is a platform exclusively dedi-

cated to sustainable finance instruments and today it has a 50% global market share of listed green, social and sustainability bonds. LGX is therefore an important window for companies and institutions that seek funding for sustainable investment projects. Companies based in Luxembourg can not only tap into this ecosystem, but become part of it. New services will be needed, investors are becoming more and more impact-conscious and they need guidance. Companies are challenging their own business models and supply chains and increasingly focus on Environmental, Social and Governance aspects, on which they will need to report in the future, both internally and externally. We are seeing a radical, but necessary change in the financial system overall. Luxembourg is on the right track, but the pace of change needs to accelerate in the coming months and years.

What is the scope of the EU action plan on sustainable finance and which financial products will be affected?

The action plan has three main objectives. In short, it sets out to:

- Reorient capital flows towards sustainable investments
- Manage financial risks linked to climate change and social issues
- Install transparency and long-termism in financial activity.

The scope of the action plan is very broad and in reality, it encompasses an array of sectors and industries in addition to the financial sector. Sustainable development concerns us all, whether we work in finance or in any other part of the economy, and we can all contribute to the global goals. Sustainable development is a shared responsibility. The EU has furthermore established three ambitious climate and energy targets for 2030 and strives to reach net-zero greenhouse gas emissions by 2050. The yearly investment gap needed to meet these targets is estimated to be around EUR 180 billion, which cannot be covered by public money alone. The private sector will have to step up and take its part of the responsibility, and for this to happen, private investment in sustainable projects should be incentivised. It is against this backdrop that the EU action plan on financing sustainable growth was born. In terms of capital markets activity, most financial instruments will be concerned by the action plan, given that it brings transparen-



Interview



cy and long-term impact centre stage. As the Luxembourg Stock Exchange is a leading listing venue for international debt securities, I would like to highlight the EU Green Bond Standard (GBS) in this context. The working group on GBS of the Technical Expert Group on sustainable finance established by the European Commission published its final report in June this year, along with a proposed taxonomy that will be an integral part of the new framework. At LGX, we follow - among other standards - the International Capital Market Association Green Bond Principles when screening a bond's eligibility for display on our green exchange. ICMA's principles are widely recognised as the accepted market standard when defining how to issue a green bond. The EU Green Bond Standard, on the other hand, goes beyond current market practice, and introduces additional rigour and requirements. The activities that are funded by a green bond must furthermore be aligned with the EU taxonomy. To illustrate some of the differences - the EU Green Bond Standard requires third-party verification of both the green bond framework and the allocation report, thereby stepping up the quality requirements. The standard also requires the external reviewers to be accredited by a centralised, European authority to ensure neutrality and a harmonised approach. To summarise, the EU Green Bond Standard establishes a framework that goes beyond current best market practice, and introduces a set of new requirements. The result will mean more transparency for investors and a best-in-class quality stamp for issuers of green bonds. The overarching goal is of course to boost investments in green finance and to unlock sustainable capital.

To be considered environmentally-sustainable, economic activities will have to comply with technical screening criteria established by the EC. How important is the industry and real economy's participation in determining those criteria?

It is extremely important. The involvement of industry players is absolutely essential in the process of establishing a framework that is realistic, comprehensive and relevant, and that brings real and long-term change. The European Commission realised this, which led to the establishment of the High-Level Expert Group (HLEG) on sustainable finance. The HLEG was commissioned to define a set of recommendations on how to drive sustainable development through a regulatory agenda. These recommendations served as an important basis for the EU's action plan on financing sustainable growth. The concepts and ideas presented in this action plan are currently being further

detailed by the Technical Expert Group on sustainable finance. The HLEG comprised 20 senior experts from civil society, the financial sector and academia, while the Technical Expert Group was composed of 35 experts from 15 different economic sectors. The Luxembourg Stock Exchange was mandated to take part in both of these expert groups, to share our industry knowledge and perspectives, and to feed new policy developments, which would be accepted and used by financial markets. The taxonomy and the technical screening criteria recently released by the TEG constitutes in essence a unified EU green classification system to determine if an economic activity is environmentally sustainable. The report was established with the involvement of around 10 experts representing the financial sector, the industry, professional associations, NGOs and European institutions. It contains technical screening criteria for 67 activities across 8 sectors that can make a significant contribution to climate change mitigation. It is important to remember that the EU Green Bond Standard and the taxonomy are not final nor approved by the European Commission at this stage. The taxonomy is undergoing a public consultation and is likely to be adapted based on further feedback from the market and the public before it is implemented. This open and inclusive process is essential to ensure adherence to the new framework. The EU Green Bond Standard has the potential to propel investments in some activities and reduce investments in others, and it is important that industry experts are involved in the process of defining the framework and the applicable rules.

How can sustainable finance support those economic activities and energy-intensive industries that are not considered "environmentally-sustainable" but need access to substantial investments to realise the transition path?

The taxonomy will most likely include provisions for different economic activities that allow for progressive adaptation. As for most major legislative changes, there will be a more or less extended transition period. The new framework is ambitious and far-reaching, and we cannot change the rulebook overnight. It is indeed important that activities that are not environmentally sustainable today can access funding to become more sustainable tomorrow, but there should be harmonised rules in place. Transitions take time. We are already seeing examples of such transition frameworks in China. The central bank, the People's Bank of China oversees green bond issuance on the China inter-bank bond market (CIBM) and operates with a framework for green bonds that differs from international standards, mainly to allow for the transition into a carbon-neutral

economy. For China to become carbon-free, it first needs to reduce its dependency on coal and develop new sources of renewable energy, and financing is needed in this process. It is however extremely important that we establish a common language for green finance. There should be no doubt in investors' minds as for what constitutes a green instrument. Investors should be able to compare the environmental impact of different investment opportunities and have open access to transparent and meaningful data. I therefore welcome the current efforts of the EU and China to harmonise different green finance frameworks and move towards convergence of different standards. This is a complicated, yet necessary step.

What do you expect to be the next steps for sustainable finance?

I am optimistic as for the future of sustainable finance. There is no way back and at some point, every company and every institution will need to adhere to sustainable principles if they want to be successful in the future and maintain or develop their customer base. We need to understand that there is no contradiction between economic growth and sustainable development, and that it is important that we act more responsibly and consider the impact of our actions on the planet and on society at large. We need to green the financial system overall, and make finance part of the solution. Look at the "Fridays for Future" movement that gained enormous traction across Europe and the world and mobilised hundreds of thousands of young people concerned about their future. Look at the flight shame campaign that made thousands of Swedes exclude planes in their holiday planning, a mindset that is now spreading far beyond Scandinavia. Investors are people, and people care about sustainable development and they want to contribute to creating a fairer and more inclusive society.

The financial system needs to become more transparent. Investors want to know where their money is going and what overall impact their investments will have – investment decisions are no longer based exclusively on the prospects of financial returns. Increasingly, investors will steer away from companies that are not considering ESG aspects, and that operate in industries that have a direct negative impact on our planet and on society. Public pressure and a radical change in investor demand AND consumer behaviour are powerful drivers of systemic and societal change. Sustainability needs to become fully part of our businesses, in manufacturing as much as in

services. Here I would like to refer to the former US Vice President Al Gore, who said that "Sustainability is the single biggest business opportunity since the industrial revolution." Sustainability should thus not be considered as a constraint to business, but as a real opportunity. The same applies to finance: Sustainable finance is not a trend that will blossom and then fade away. Sustainable finance is the new finance, supporting the real economy and will become the new norm.

Interview :
ANGELA LO MAURO
Adviser European Affairs, FEDIL
angela.lomauro@fedil.lu



Schuler Energies Renouvelables

RENT YOUR ROOF

Aucun investissement
pour le propriétaire



Revenu locatif régulier

Amélioration de votre RSE



Installation clé en main



**GAGNEZ EN LOUANT VOTRE TOITURE POUR Y ACCUEILLIR
NOS PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES**

+352 26 30 96 0

info@schulerimmo.lu

WWW.GROUPE-SCHULER.LU



PASSEZ À L'AUTOCONSOMMATION

Rachetez l'installation à n'importe quel moment pour passer en autoconsommation.

L'autoconsommation vous permet de **figer** le prix de votre électricité pour les **30 années** à venir (± 60% des prix actuels).

focus

HOUSE OF STARTUPS

De la création d'un lieu fédérateur d'innovation à l'émergence d'un catalyseur de l'économie

La Chambre de Commerce a lancé la House of Startups (HoST) le 1^{er} juin 2018 avec l'ambition de créer un lieu fédérateur pour l'écosystème de l'innovation. Un peu plus d'un an après, la HoST avec ses quatre pôles d'innovation et plus de 100 startups, est devenue un centre névralgique de l'innovation à Luxembourg. L'objectif initial est donc atteint. Il s'agit maintenant de continuer sur cette bonne lancée en développant et en améliorant l'offre des services proposée à l'écosystème luxembourgeois.

Inaugurée le 1^{er} juin 2018, la HoST - telle une startup - a évolué à grande vitesse au cours de cette première année ! Lorsque la Chambre de Commerce a créé la HoST, elle avait comme vision d'en faire un moteur de l'innovation au Luxembourg. Pour cela, il fallait créer un lieu emblématique fédérateur !

Créer un lieu de rencontre pour l'innovation

Un an à peine après son inauguration, c'est chose faite ! La HoST accueille aujourd'hui quatre acteurs de l'innovation : la Luxembourg House of Financial Technology (LHoFT), le Luxembourg-City Incubator (LCI), l'International Climate Finance Accelerator (ICFA Luxembourg) et le HUB@Luxembourg. Tous ces locataires ont réussi à devenir des pôles d'attraction uniques. Affichant complet, la LHoFT est un acteur incontournable en matière de FinTech, RegTech, FundTech et InsureTech notamment. Le LCI, créé par la Chambre de Commerce avec le soutien de la Ville de Luxembourg, accueille des startups émanant des secteurs de l'urbantech, du commerce, du tourisme, de l'environnement, de la logistique et de la construction. De leurs côtés, ICFA Luxembourg soutient le développement de leaders de demain dans le domaine de la mise en place de fonds d'investissements ayant comme objectif le financement climatique alors que le Hub@Luxembourg, premier incubateur à l'international du Groupe Crédit Agricole, vient d'accueillir sa 6^{ème} startup.

“La HoST est devenue un véritable carrefour de rencontres autour de l'innovation puisqu'elle accueille en moyenne 30 événements et quelque 1000 visiteurs par mois, dont de nombreuses délégations officielles étrangères. De plus, la House of Startups s'est constamment présentée aux côtés des autres acteurs de l'écosystème lors de manifestations locales ou internationales. Dans la foulée, la Chambre de Commerce a lancé le « Club des Incubateurs » (INCLU - Incubators' CLUB) dont la vision est d'identifier et d'implémenter des solutions pour l'amélioration de l'écosystème des

startups au Grand-Duché” affirme Carlo Thelen, Directeur Général de la Chambre de Commerce.

Développer des services pour l'écosystème et les entreprises établies

La HoST n'est pas seulement l'acteur fédérateur d'un écosystème et le gestionnaire d'un lieu emblématique. Elle se veut aussi prestataire de services de support aux startups, en construisant notamment des liens avec les entreprises du pays. Au cours des derniers mois, un nombre important de services ont été développés. Ceux-ci s'adressent en partie aux startups, comme la Boutique de levée de fonds qui est devenue un intermédiaire reconnu pour le conseil et l'accompagnement des startups à la recherche de financements publics ou privés. En matière de coaching, la HoST a mis en place le Luxembourg Acceleration Bootcamp (LAB) dont l'objectif est d'apporter aux startups matures des réponses en matière de financement et d'expansion européenne. Par ailleurs, les startups provenant de l'écosystème luxembourgeois peuvent trouver dans l'espace Check-Point, créé au sein de la HoST, une demi-douzaine d'experts dans des domaines comme le marketing, l'IT, la comptabilité, le conseil juridique, etc.

Les entreprises établies souhaitant innover, peuvent bénéficier du Luxembourg Open Innovation Club (LOIC) coordonnée par la HoST. Soutenu par les principaux acteurs de l'innovation (Luxinnovation, Technoport, LHoFT, LCI, Lux Future Lab, Paul Wurth InCub, Neobuild, Hub@Luxembourg), le LOIC offre à ses membres des activités spécifiques toujours liées à l'innovation. Élément essentiel de la stratégie de la HoST, le LOIC permet de créer des ponts entre les acteurs établis de notre économie et les nouveaux venus que sont les startups. Le nombre des membres du LOIC a presque doublé au cours des 12 derniers mois.

Enfin, la HoST vient de créer le projet EU-TRIBE, qui vise à relier les acteurs de l'innovation du Luxembourg, de la Rhénanie-Palatinat, de la Sarre, de la Lorraine et de la Wallonie. L'idée de EU-TRIBE est de fédérer un marché de l'innovation d'une taille critique avec ses quelque 1500 startups et ses nombreux centres de compétences. Une fois constituée, EU-TRIBE constituerait entre les grands pôles d'attraction de startups que sont Paris, Berlin ou Londres une mégapole technologique susceptible d'attirer non seulement des startups, mais aussi des financiers et des clients potentiels.

« Nous sommes extrêmement fiers de tout ce que nous avons accompli lors de cette première année. Notre mission est d'être une force motrice pour l'écosystème de l'innovation au Luxembourg. Cette première année ne fait que confirmer notre volonté de rendre l'écosystème de l'innovation entrepreneuriale luxembourgeois plus fort et reconnu mondialement. » conclut Karin Schintgen, CEO de la House of Startups.

FOCUS SUR LE LOIC

Le Luxembourg Open Innovation Club (LOIC) a comme objectif de soutenir l'approche et le développement de l'innovation au sein des entreprises, PME et grands comptes luxembourgeois.

Créé il y a plus de 3 ans sous l'initiative de quatre incubateurs / accélérateurs locaux (Lux Future Lab, Luxinnovation, Technoport et nyuko), le LOIC regroupe aujourd'hui 36 entreprises membres. Il a pour mission de favoriser l'échange de savoirs entre les Directeurs Innovation de chacun de ses membres. Il permet également aux entreprises de se rapprocher de l'écosystème Innovation tout en se connectant avec des startups locales et/ou internationales.

En effet, le club facilite la mise en relation avec des startups – on parle alors d'innovation externe – mais il facilite surtout les interactions entre membres afin de partager leurs problématiques d'innovation et d'apprendre des erreurs ou bonnes pratiques des autres – les sujets abordés sont alors liés au management de l'innovation et autres sujets stratégiques, internes à l'entreprise.

Depuis début 2019, le LOIC a renforcé sa base de partenaires et est ainsi soutenu par les principaux acteurs de l'écosystème entrepreneurial local, tels que Hub@Luxembourg, le

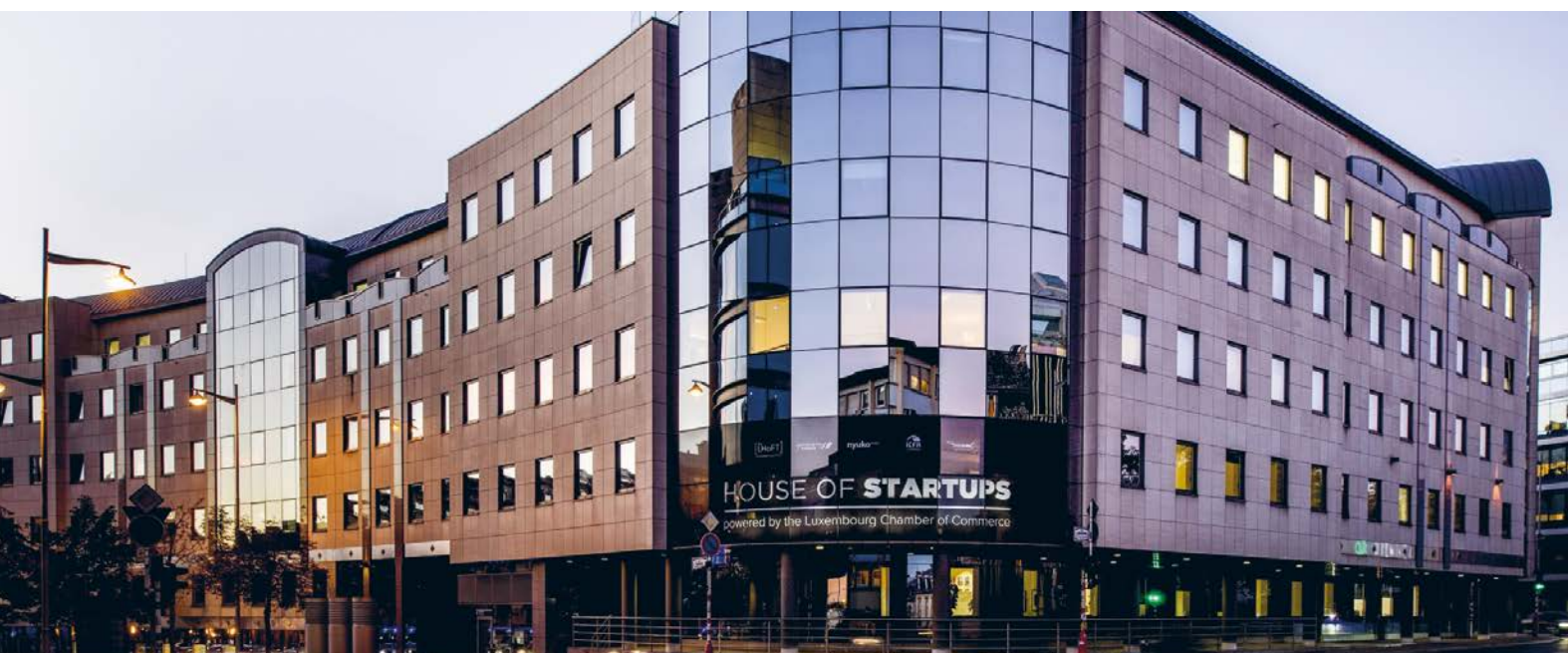
Luxembourg-City Incubator (LCI), la Luxembourg House of Financial Technology (LHoFT), Neobuild ou encore Paul Wurth InCub.



Les partenaires aident les entreprises à répondre à leurs besoins stratégiques d'innovation. Dans le cadre d'appels à l'innovation par exemple, les partenaires ouvrent leurs réseaux professionnels d'experts afin de les mettre en relation avec les startups les plus pertinentes et alignées à leurs besoins.

Les entreprises membres du Club proviennent de secteurs d'activités très variés. Industrie, commerce de détails, aviation, logistique, assurance, construction, pour n'en citer que quelques-uns. « Les membres représentent à eux seuls le marché économique luxembourgeois, ce qui apporte une vraie valeur ajoutée et diversité d'expérience lors des échanges. En effet, les problématiques internes d'une entreprise dans la construction peuvent être similaires à celles rencontrées dans l'assurance » rajoute Emilie Bechet, Corporate Innovation Manager du LOIC.

En fonction des intérêts de chacun, le LOIC constitue son agenda annuel. Le choix des activités et des sujets abordés est soumis au vote des membres. Ce dernier est rythmé par une activité par mois, chaque activité pouvant adopter 4 formats différents.



CYBERSECURITY week

LU⁺EMBOURG
LET'S MAKE IT HAPPEN

Discover what Luxembourg has to offer to make your business:

- ✓ DIGITAL
- ✓ SECURE
- ✓ RESILIENT

BE PART OF IT
cybersecurityweek.lu

Main sponsors



Institutional Partners



Under the high patronage of



THE GOVERNMENT
OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG
Ministry of the Economy

In the frame of



Powered by



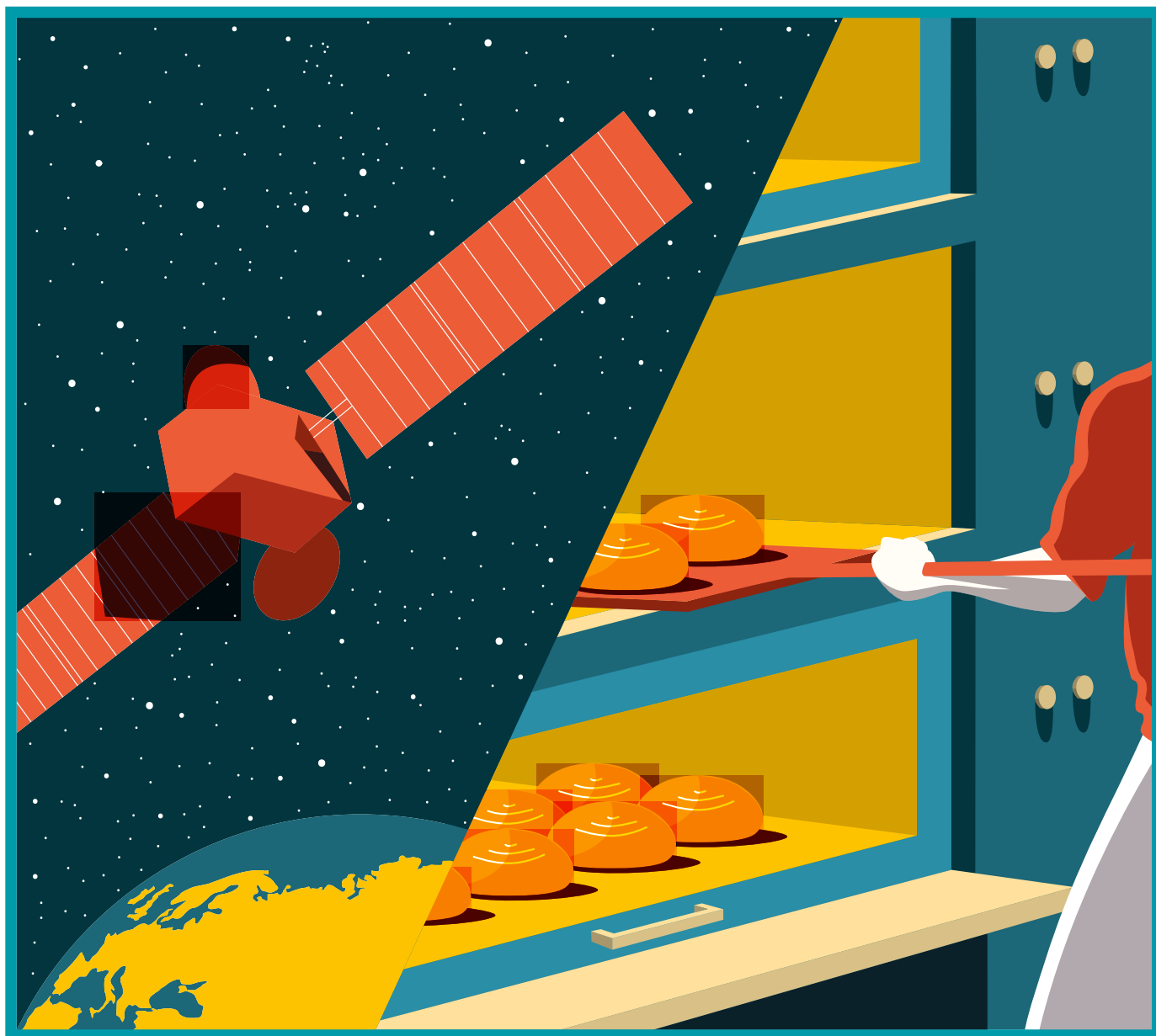
@luxSecurityWeek | #LuxSecurityWeek



#LuxSecurityWeek



info@cybersecurityweek.lu



Soutenir ceux qui font l'économie, de près comme de loin.



Le premier, et le plus fréquent, est le partage d'expériences entre participants. Par exemple, lors d'un atelier autour de la thématique Industry 4.0, Ceratizit, Paul Wurth et la startup DataThings ont présenté leurs enjeux et expertises face aux membres. Un autre format d'événement est l'atelier visant à apprendre de nouvelles compétences et méthodologies d'innovation. Animé par un coach externe certifié, les membres sont en mesure d'intégrer la méthodologie traitée et de la transmettre par la suite à leurs collaborateurs en interne. Le rôle du Directeur d'Innovation est alors primordial.

Le troisième est appelé « learning expedition ». En partenariat avec la Chambre de Commerce et Luxinnovation, le LOIC organise une fois par an une visite accompagnée à l'étranger afin de découvrir d'autres écosystèmes d'innovation.

En 2019, les membres seront invités au Web Summit à Lisbonne, l'événement incontournable de la scène digitale internationale. Rencontres startups, nouvelles relations d'affaires, approche de nouveaux marchés, le programme est confectionné de manière à ce que les entreprises reviennent avec des idées plein la tête et des cartes de visites plein les poches !

Enfin, le LOIC propose un dernier format intitulé « innovation dating ». Ils rassemblent l'ensemble des membres autour d'une thématique transversale prédéfinie. Le prochain événement de ce type sera dédié aux solutions améliorant les expériences et interfaces utilisateurs (UX/UI). Lors de cette soirée, les membres sont en premier lieu sensibilisés à la thématique grâce à l'intervention d'un expert faisant l'état des lieux du sujet. Suite à une minutieuse sélection des dossiers, les membres assistent à la présentation d'une

dizaine de startups mettant en avant leurs solutions ou expertises. Pour terminer, une table ronde rythme les échanges entre membres pour qu'ils puissent partager, eux aussi avec l'audience, leurs connaissances liées à la problématique donnée.

ARTICLE :
FRANCOIS LEGARE, HOST
EMILIE BECHET, LOIC

> PAGE 24: INTERVIEW AVEC CHRISTOPHE REITHLER (TARKETT), MEMBRE DE LA FEDIL ET DU LOIC



INTERVIEW AVEC CHRISTOPHE REITHLER, GROUP PROSPECTIVE & OPPORTUNITY EXPLORATION, TARKETT

Monsieur Reithler, Tarkett est un membre historique de la FEDIL (depuis 1963) et une entreprise bien implantée au Luxembourg. Vous avez récemment décidé, en 2018, de vous engager également au sein du LOIC, fondé en 2016 pour rapprocher les entreprises expérimentées et le monde des startups. Qu'attendez-vous de cette initiative ? Qu'est-ce qui vous a motivé à la rejoindre ?

Tarkett, un leader mondial dans la fabrication et la distribution de revêtements de sols, vend chaque jours plus de 1,3 million de mètres carrés et ce dans plus de 100 pays. Riche de 135 années d'histoire, nous avons 13 000 collaborateurs dans 30 pays et 36 sites industriels dans le monde. Notre Centre Mondial de Recherche & Innovation est situé à Wiltz, au nord du Luxembourg. Dans un contexte d'accélération et de mutation des technologies, requérir à l'innovation ouverte (open-innovation) est bien plus qu'une opportunité, une vraie nécessité. Ayant une bonne pratique de la veille et du scouting de technologies, Tarkett pratique l'innovation ouverte depuis de nombreuses années et se devait d'ouvrir ses collaborations aux startups innovantes. Partant de ce constat, ont été définis, en s'appuyant sur notre Stratégie d'Innovation, des secteurs prioritaires de recherches de potentielles collaborations avec des startups devant servir des objectifs d'excellence opérationnelle, de développement de produits ou de services. Notre Centre de Recherche & Innovation organise le scouting, la formalisation de la collaboration et le co-développement de solutions innovantes avec les startups. D'aucun pourrait imaginer, malgré tous les outils à sa disposition, qu'il soit aisé pour un groupe industriel d'appréhender la complexité de l'écosystème des startups, de trouver, tout en restant sur son marché, la pépite qui changera réellement la donne, de valoriser l'apport technologique ou de marché de l'innovation... la réalité est souvent plus complexe. Le Luxembourg Open Innovation Club (LOIC) s'est imposé comme étant, au Luxembourg, la structure nous permettant de répondre, entre autres, à ces problématiques. Fort de 36 entreprises membres, d'un réseau de partenaires aux expertises reconnues, le LOIC fournit le cadre nécessaire aux partages d'expériences, de bonnes pratiques et à la réalisation de nos objectifs dans le cadre de partenariats mutuellement bénéfiques.

Tarkett a toujours été exemplaire au niveau de R&D et a notamment gagné plusieurs prix de la FEDIL pour ses produits innovants (Prix de l'Innovation / Prix de l'Environnement). Comment le LOIC peut-il davantage dynamiser l'innovation au sein de votre entreprise ? Quelles sont les retombées positives espérées ?

L'Innovation ouverte et l'entrepreneuriat sont des éléments primordiaux de notre culture d'innovation et d'entreprise. Les travaux menés en collaboration avec une startup ont pour vertus de fédérer et d'impliquer nos collaborateurs dans des projets innovants avec une équipe externe dynamique, de bénéficier de l'expertise spécifique de la startup qui fait parfois défaut et potentiellement d'accélérer notre cycle d'innovation afin de répondre plus rapidement aux attentes de nos clients. Mais accéder à un état de 'symbiose' avec la startup n'est pas toujours évident. Comme dans n'importe quelle relation, la confiance est la base d'une relation de partenariat entre grand groupe et startup. Elle n'est pas facile à acquérir. Le LOIC a cette capacité de se positionner en 'facilitateur' de la relation. Chaque mois, le LOIC organise des événements (workshops, learning expeditions, startup datings...) qui, tant par leurs contenus que par les échanges qu'ils génèrent, dynamisent et stimulent notre curiosité et notre capacité à innover.

Comment, de l'autre côté, les startups peuvent-elles profiter de votre expérience ?

Notre Centre Mondial de Recherche & Innovation de Wiltz a su, au fil des années, construire une solide culture de l'innovation ouverte et de durables expertises techniques et technologiques dans les domaines d'activités du Groupe. Un laboratoire physico-chimique à la pointe des technologies et une espace 'Pilote', où travaillent plus d'une trentaine de techniciens et opérateurs, complètent nos capacités à innover. Dans le cadre de partenariats de coopération ou de co-développement avec les startups, nous mettons nos expertises et nos équipements au service de la réussite de nos projets communs. Notre présence commerciale mondiale, notre connaissance des marchés et des besoins de nos clients, notre démarche d'innovation 'Customer Centric' sont autant d'atouts supplémentaires propices à l'accélération de nos partenariats avec ces startups.

Dans quels projets concrets êtes-vous engagés au sein du LOIC ? Quels sont les plans pour les prochains mois et années ?

Tarkett s'est toujours attaché à s'impliquer dans son économie locale et à renforcer son ancrage territorial. La pratique de l'innovation ouverte est extrêmement dynamique au Luxembourg. La diversité et le professionnalisme des membres, partenaires et personnels du LOIC favorisent le partage et l'exploration de préoccupations communes liées, sur notre territoire et au-delà, à l'innovation ouverte en général et aux potentiels de collaborations avec des startups. Et nous tenons à renforcer notre contribution à cette émulation positive. Comme disait l'industriel Henry Ford : 'Coming together is a beginning ; keeping together is progress ; working together is success.'

Fidélisez.

Pour plus de réussite.



Grâce aux avantages de notre solution de **Régime Complémentaire de Pension**, vous fidélisez vos employés et augmentez votre attractivité auprès de nouveaux talents. Contactez-nous sur advantis@foyer.lu ou rendez-vous chez **votre agent Foyer.**



Einfach fir
lech do

Foyer.lu

Actualités de la FEDIL

COMMUNICATION UEL : LE DIALOGUE SOCIAL SUR LE PLAN NATIONAL

30 septembre 2019

Chers dirigeants d'entreprise,

Beaucoup d'entre vous auront pris connaissance au travers des média de nos échanges mercredi 18 septembre avec le ministre du Travail et les syndicats OGBL, LCGB et CGFP. Il m'a semblé important de vous écrire pour que vous ayez toute l'information quant à ce qui s'est véritablement déroulé.

Ces échanges ont eu lieu lors d'une réunion du Comité Permanent du Travail et de l'Emploi ; réunion de travail à huis clos où étaient représentés le gouvernement, les syndicats et les entreprises, et à laquelle la presse n'était pas conviée. En début de réunion l'UEL a pris l'initiative de proposer une nouvelle méthode pour avancer sur les enjeux du monde du travail. De quoi s'agit-il ? Nous avons proposé au ministre du Travail et aux syndicats ce qui suit :

- Rôle central du ministre du Travail qui développe les différents sujets afférents au droit du travail prévus par l'accord de coalition.

- Le ministre du Travail procédera à des entretiens bilatéraux en recevant séparément l'UEL et les syndicats.

- Libre à l'UEL et aux syndicats de dialoguer avec le ministre sur la teneur des idées ou projets de loi qu'il aura développés. Le rôle de l'UEL se concentrerait sur un travail et un dialogue avec le ministre afin de représenter les intérêts des entreprises et de proposer des pistes alternatives.

- Le ministre du Travail aurait donc comme responsabilité de faire des choix politiques en tenant compte de son idée initiale sur un sujet bien précis et en tenant compte ou non des remarques de l'UEL et des syndicats.

Nous sommes convaincus que cette méthode de travail serait plus efficace et éviterait une politisation à outrance des positions des forces en présence.

Il est vrai que ce que nous proposons est novateur par rapport au modèle classique du dialogue tripartite luxembourgeois. Force est de constater que cette méthode est à bout de souffle et ne correspond plus aux défis du monde d'aujourd'hui. Nous restons viscéralement attachés au dialogue social, mais le lieu privilégié de ce dialogue est l'entreprise, lieu de création de richesses et de développement personnel.

Le dialogue social au niveau national qui se voudrait équilibré n'est rien d'autre qu'un instrument pour permettre aux syndicats de se positionner en force politique. Nous ne voyons pas d'intérêt à faire partie d'un système dont le but ultime est la finalisation d'un codex de lois qui enlèvera toute possibilité aux entreprises de s'adapter aux changements économiques et sociétaux et aux nouveaux enjeux du monde du travail. Depuis des dizaines d'années, le droit du travail n'a fait qu'évoluer en attribuant plus de droits aux salariés. Ceci nous l'accepterions bien volontiers si en contrepartie la politique avait permis aux entreprises de s'organiser en conséquence. C'est l'inverse qui s'est produit : plus de contraintes, moins de flexibilité, et tout ceci porté par une vision qui voit le salarié comme une personne qu'on doit protéger ; aujourd'hui de l'entreprise et demain de lui-même.

C'est pourquoi l'UEL a décidé en parfait accord avec ses membres de prendre la décision de rompre avec cette méthode qui ne produit plus qu'un dialogue de sourds. Nous voulons porter nos idées au décideur de tout ce processus et sur tous les sujets en la personne du ministre du Travail. Il lui reviendra de veiller à légiférer de façon à développer l'activité économique des entreprises en tenant compte des intérêts et des attentes des salariés.

Quelles sont les prochaines étapes :

Nous allons communiquer à la presse notre position et rencontrer le gouvernement en présence du Premier Ministre le 1er octobre afin de leur expliquer notre position et notre volonté de dialoguer – mais différemment.

Enfin, j'ai un appel à vous tous ; soyons solidaires, car les défis de demain sont énormes – pour les entreprises et toutes les personnes qui y travaillent. On voudra nous diviser ; restons unis, car ce n'est qu'en restant unis que nous pourrons avancer.

Nicolas Buck, Président UEL



NOS OUTILS DE GESTION DU TEMPS VONT VOUS EN FAIRE GAGNER



Gestion du temps - Videosurveillance - Gestion des accès

LANCEMENT OFFICIEL DU LUXEMBOURG DIGITAL INNOVATION HUB

30 septembre 2019

En date du 30 septembre 2019, le Luxembourg Digital Innovation Hub (L-DIH) a été officiellement lancé, en présence du Vice-Premier ministre et ministre de l'Économie, Étienne Schneider. Élément-clé de la stratégie nationale d'économie basée sur les données, L-DIH est une plateforme hébergée et gérée par Luxinnovation, et s'intègre dans l'initiative européenne visant à réunir l'offre et la demande dans le cadre de la numérisation de l'industrie, en particulier des PME.

La mise en place du Luxembourg Digital Innovation Hub est le résultat d'un partenariat regroupant le ministère de l'Économie, la FEDIL, Luxinnovation, la Chambre de Commerce, l'Université du Luxembourg, le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) et le Fonds National de la Recherche (FNR).

La mission du L-DIH est de contribuer activement à la transformation digitale en accompagnant les entreprises dans leurs réflexions et démarches. Il facilitera les contacts entre, d'un côté, les entreprises qui ont besoin d'accéder aux compétences, technologies, services et mécanismes de soutien

en matière de digitalisation et, de l'autre côté, les fournisseurs de technologies et de services numériques répondant aux besoins de l'industrie.

Le Vice-Premier ministre, ministre de l'Économie, Étienne Schneider a déclaré : « En tant que plateforme Industrie 4.0 à laquelle les entreprises peuvent s'adresser pour aborder avec succès cette nouvelle ère, le Digital Innovation Hub complète davantage l'offre de services de Luxinnovation. S'inscrivant pleinement dans notre stratégie d'innovation digitale, cette plateforme soutient ainsi la transition numérique de l'économie et s'aligne sur les efforts de diversification de l'économie nationale. »

L'initiative du Luxembourg Digital Innovation Hub a été portée par Luxinnovation et la FEDIL, et appuyée par une enquête menée au printemps 2018 auprès de 123 entreprises (dont près de la moitié du secteur industriel) portant sur leurs besoins de transformation numérique.

L'hébergement et la gestion du L-DIH seront assurés par Luxinnovation, qui sera le point de contact national de la



LE LIVRE DU CENTENAIRE DE LA FEDIL EST DE NOUVEAU DISPONIBLE

En 2018, la FEDIL a fêté le centenaire de sa création. Dans ce contexte, le 5 décembre 2018, elle a eu le plaisir de présenter son livre

Tous les défis du monde : l'émergence de la Fédération des industriels luxembourgeois dans la tourmente de l'après-Première Guerre mondiale

écrit par l'historien Charles Barthel et édité par Maison Moderne.

Ce livre analyse la période de création de la FEDIL et se penche sur les défis que celle-ci posa aux industriels et hommes politiques de l'époque.

Le livre est maintenant de nouveau disponible sur simple demande à livre@fedil.lu en indiquant votre adresse et le nombre d'exemplaires souhaités.

Prix : 39 euros, frais d'emballage et d'envoi : 5€ par livre au Luxembourg ou selon frais effectifs.

160 pages
Format : 19,5x26cm
ISBN: 978-99959-33-25-8



Commission européenne dans le cadre de la mise en place des pôles d'innovation numérique nationaux et régionaux à travers l'Europe.

« Valoriser l'expertise digitale »

« Je suis fière de la confiance que les partenaires nous accordent en lui confiant la gestion de ce L-DIH », a indiqué Sasha Baillie, la CEO de Luxinnovation. « Nous veillerons à agir dans l'intérêt des entreprises, en assurant une collaboration efficace avec tous nos partenaires, de manière à ce que le Luxembourg puisse disposer en Europe d'une plateforme qui sera exemplaire. »

Le management de cette plateforme a été confié à Marina Guérin-Jabbour. Elle dispose d'une longue expérience au sein de la société IBM. Elle a notamment établi deux 'Client Innovation Centres' aux Émirats arabes unis (Dubai & Abu Dhabi) entre 2014 et 2018. Elle était, depuis début 2019, en charge du Global Industry Solution Centre à Paris, spécialisée dans le développement de solutions informatiques pour les entreprises.

« Le DIH n'est pas qu'une simple plateforme de mise en relation entre industriels et fournisseurs de solutions », explique Mme Guérin-Jabbour. « Nous maîtrisons, en effet, tous les aspects techniques, ce qui est fondamental pour valoriser l'expertise digitale et promouvoir concrètement l'innovation. Nous sommes au-devant de défis enthousiasmants qu'il nous appartient de relever avec les entreprises et chercheurs au Luxembourg. De nombreux de contact seront au calendrier des prochains mois. »

Gail Kent, Director Data à la Commission européenne - DG CONNECT Luxembourg, a ajouté : « La Commission européenne souhaite investir, avec les États membres, dans un réseau de pôles d'innovation numérique. C'est pourquoi nous, à la Commission européenne, nous proposons d'investir 900 millions d'EUR dans la création d'un réseau de hubs numériques via le nouveau programme Digital Europe, à partir de 2021. »

À propos du Luxembourg Digital Innovation Hub

Le Luxembourg Digital Innovation Hub est une initiative nationale s'appuyant sur une stratégie européenne. Cette plateforme offre un soutien aux entreprises, aux chercheurs et aux pouvoirs publics pour les aider à tirer le meilleur parti des nouvelles technologies. Elle relie également les besoins de l'industrie aux fournisseurs de solutions. www.dih.lu

L'industrie: un interlocuteur indispensable pour une finance durable efficace et efficiente

Réorienter les investissements privés vers des activités économiques dites « durables » pour contribuer au renouvellement industriel et au financement de la transition vers une économie à faible émissions de G.E.S. est indispensable pour atteindre les objectifs fixés par l'accord de Paris. En effet, l'ampleur et la complexité du défi climatique nécessitent un soutien financier substantiel afin de développer les nouvelles technologies nécessaires à la transition. C'est pourquoi la Commission européenne a proposé de mettre en place une « taxonomie » européenne destinée à établir un langage clair et commun pour la finance durable au sein de l'UE. Selon la proposition, une activité économique est durable si... « elle contribue substantiellement à un ou plusieurs des objectifs environnementaux ; ne cause de préjudice significatif à aucun des autres objectifs ; est exercée dans le respect des garanties sociales et de gouvernance minimales ; est conforme aux critères d'examen technique (« CET »). » La taxonomie servira aux acteurs des marchés financiers à démontrer que leurs produits financiers commercialisés comme étant « durables » atteignent ces objectifs et comment. De manière générale, il s'agit de l'atténuation et/ou de l'adaptation au changement climatique.

Un groupe d'experts techniques (« TEG ») assiste la Commission dans la détermination des CET et c'est essentiel afin de concevoir des CET proportionnés, réalisables, répondant aux besoins des marchés financiers mais aussi de l'économie réelle. Le rapport du TEG sur la taxonomie montre à quel point il est difficile d'établir la durabilité environnementale d'activités individuelles. Si les CET proposés seraient relativement utilisables et praticables au niveau de projets, ils semblent beaucoup plus compliqués à utiliser au niveau moins détaillé d'une activité économique. À titre d'illustration, pour l'objectif « atténuation au changement climatique », les activités choisies ont été classifiées en 3 catégories : « green » par définition car faibles en émissions de G.E.S. ; « greening by » contribuant elles-mêmes à la transition et, « greening of » permettant des réductions d'émissions substantielles d'autres activités. Cette classification semble prendre en compte toutes les activités économiques

contribuant et permettant la transition énergétique et écologique. Or, certaines activités sont ex ante qualifiées de non éligibles à la taxonomie ou indirectement exclues par les seuils proposés, p.ex. les 100g CO₂/kWh pour la production d'électricité ou le fait que les seuils d'émissions de CO₂ proposés pour le transport routier aillent au-delà de ceux posés par les récentes législations européennes y relatives. De plus, l'évaluation du cycle de vie d'un produit, ancrée dans la proposition législative initiale, n'est pas systématiquement reprise dans les CET proposés. Au contraire, le TEG utilise souvent les critères de référence EU ETS comme seuil de conformité alors que ces derniers n'évaluent pas l'impact environnemental d'une activité de manière exhaustive. Les seuils EU ETS ne prennent pas en compte la totalité de la chaîne de valeur d'un produit, laquelle est cependant importante pour garantir que les activités qui entraînent une réduction significative des émissions de G.E.S. au-delà de leur propre secteur, soient considérées. Cette circonstance pourrait donner lieu à des informations trompeuses pour les investisseurs. À titre d'exemple, il y a l'acier utilisé pour construire les éoliennes ou la fabrication de produits chimiques de base ainsi que de carburants synthétiques en utilisant le CO₂ provenant de l'industrie du ciment ou de l'acier.

Enfin, certaines recommandations sont discutables et devraient faire l'objet d'une analyse beaucoup plus approfondie, évitant toute précipitation contreproductive. De même, la future plateforme sur la finance durable, destinée à préparer les actes délégués qui fixeront les CET définitivement, devrait donc être composée également de représentants des différents secteurs industriels.



ANGELA LO MAURO
Conseillère auprès de la FEDIL
angela.lomauro@fedil.lu

SAVOIR-FAIRE & TRADITION



PANELUX

panelux.com

POSITION

FEDIL note about Luxembourg's Renewable Energy (RE) Policy

INDUSTRY'S NEED FOR LOW CARBON ELECTRICITY

Luxembourg's government plans to accelerate the deployment of renewable energy (RE) dramatically and to increase its share within the country's energy mix. Compared to 2016, it intends to increase the national wind energy production by over five times and solar energy production by over ten times until 2030. Across all renewable electricity generation technologies, the National Energy and Climate Plan (NECP) targets a share of 33.6% of renewable electricity in the final electricity mix of 2030. This represents a fivefold increase compared to 2016.

FEDIL stands behind the government's ambitions to accelerate the deployment of RE and to increase the share of renewable electricity in the overall power mix. Accessible low-carbon power will represent a fundamental prerequisite to allow businesses to comply with ever stringent climate policies focused on decarbonising the economy. It is safe to assume that significant decarbonisation efforts will rely on the electrification of industrial processes or on their switch to low-carbon e-fuels. Furthermore, the increasing digitalisation across all business sectors, as well as the electrification of the transport and mobility sectors, will massively drive demand for low-carbon electricity. Consequently, the whole economy's need for low-carbon power will increase, and it will do so across a broad spectrum of sectors, surpassing the ones identified today as electricity-intensive.

A successful energy transition of the economy, and the industry, in particular, will, however, rely on more elements than the current national policy that focuses on accelerating the pace of renewable electricity deployment and on increasing its share in the energy mix. The elements discussed in the following chapters of this paper must also find consideration.

TRANSPARENCY OF RE DEPLOYMENT

Visibility on the National Energy and Climate Plan

The governance of the EU's energy union and the clima-

te action rules, which entered into force on 24 December 2018, require from member states to develop integrated National Energy and Climate Plans (NECPs). Following this requirement, on February 27th, 2019, the Minister for the Environment, Climate and Sustainable Development, Mrs Carole Dieschbourg, and the Minister for Energy, Mr Claude Turmes, presented the objectives and guidelines of Luxembourg's draft NECP. FEDIL wonders why the elaboration of the draft's goals and guidelines did not seize the opportunity to tap into the pool of expert knowledge available from significant stakeholders of the energy sector and the industry. In fact, the presentation of the draft NECP had not been preceded by an exchange of the government with representatives of the energy and industrial sector. Such an exchange may have altered the assessment by the European Commission issued on June 18th, 2019, suggesting to substantially strengthening the plan with regards to concrete policies, measures, and means necessary to reach the draft's objectives.

Further, EU's governance rules request, among others, active public participation in the development and implementation of the NECPs, ensuring that the views of citizens and businesses are considered.

To comply with this rule, Luxembourg's government organised a first stakeholder workshop called "Journée Generation Klima" on May 21st, 2019, where the three ministers for energy, environment, and finance welcomed over one hundred delegates to discuss the NECP draft. Even though the initiative was worthwhile, FEDIL regrets that the workshop was structured in a way to leave little to no margin to co-define the points of the consultation. All consultation points had been preselected in advance based on a method unknown to workshop participants. Most of the points presented for discussion showed some validity from a pure environmental dimension, but they revealed at the same time that economic or financial dimensions had mostly been ignored. For example, one measure suggested discussing a framework to progressively phase-out fuel and natural gas from residential housing. While this measure may help reduce some CO₂ emissions, phasing-out gas has far-reaching implications

Paul Wurth InCub – Together we create industrial value

Paul Wurth InCub is devoted to empower innovators in the Industrial Technologies sector by providing Paul Wurth's international expertise and exploring new market opportunities together.

For any information about the selection process, please contact: contact@indu.tech



<http://indu.tech/>



for the gas grid as well as for the remaining industrial gas users and the whole national economy. However, the workshop did not lead the discussion towards finding answers to those implications, which include: Will the gas grid be decommissioned faster? Who will pay for it if there are no more residential users? Will it be a community effort? Will industrial users have to bear all the costs? ...while many have hardly any viable technical alternative in short- to medium-term? How will the industrial landscape finally be impacted by higher gas grid costs? How much employment and tax contribution will then be at stake...?

In a nutshell, the outcome of this first public consultation was a workshop that consisted in multiple parallel brainstorming sessions, yielding simplistic ideas and filling wish lists in response to non-trivial energy, environmental and fiscal policy issues.

The government plans to integrate the results from this first consultation in the NECP to organise an even more extensive public consultation starting in September 2019. At around the same time, it has also scheduled a discussion on the same topic in Parliament. The coincidental timing of both consultations risks that members of the national Parliament will have little to no time to consider the outcome of the public consultation.

FEDIL and its members stand ready to discuss already today with public authorities and decision-makers to actively engage in the consultation process to help shape Luxembourg's NECP.

Visibility on the grid deployment roadmap

Without the ability to store energy, most renewable power generation devices are intermittent sources of electricity. This is especially true for those two technologies that the government wishes to promote most: Wind power and photovoltaics. The result of a high share of intermittent power generation in the electricity grid can have profound, and sometimes unexpected impacts on operations, future investments, costs, and prices for both (1) distribution systems (DSO) and for (2) the large interconnected systems made up of generation, and transmission facilities (TSO). These impacts grow as the share of renewable energy increases. While TSOs will continue to develop their network according to a coordinated, pan-European approach of electricity system planning, the local DSO's grid architecture and further development plans for infrastructure will be impacted. Luxembourg's renewable energy production targets will

become a challenge to DSOs, especially when decentralised energy generation is rolled-out in a poorly coordinated process both in terms of geography and timing. This is the reason why DSOs need to have a visibility on the government's detailed roadmap about how much renewable electricity is required by which technology, at which geographical locations, and by when?

Also, the industry will only be able to plan investments into decarbonisation technologies if it has visibility in the planning of the infrastructure development roadmap informing on how the supply level of renewable electricity will evolve.

Visibility on scheduled RE call for tenders

The call for tenders for the implementation and operation of new photovoltaic power plants in Luxembourg as initiated for the first time by the government in 2018 can represent a business opportunity for companies and a chance to actively contribute to the energy transition. Businesses would, however, welcome to have more insights into which RE call for tenders are planned in the future and how they are scheduled over a medium-term horizon of about three years. Such a schedule would allow companies to prioritise their resources according to the calls they would like to respond to and, it would allow them the necessary lead-time to form pertinent consortia already in a preliminary stage. As a result, the call can expect to benefit by receiving a higher number of more mature project applications.

Visibility about RE spatial planning beyond the solar cadastre

In a similar approach to the solar cadastre, aiming at raising awareness and informing citizens and businesses about the opportunity of solar installations on their roofs, industry and investors perceive the need to have more transparency about the potential geographic sites identified as zones to implement large scale RE generation projects.

It can be expected that such transparency would create a basis for discussion to improve the dialogue between the government, industry and investors on how to deploy renewable energy in the most effective way on the identified sites. It would further enhance investor security and most probably accelerate the overall deployment of renewable energy production in Luxembourg.

Visibility about evolving support mechanisms, administrative and legal requirements

The stability and predictability of a project's boundary conditions are critical elements for investors to assess the risk level of their project investments. In subsidised RE projects, this stability is given by guaranteed remunerations over pre-defined periods. This is what makes those projects predictable in terms of return on investments.

To further increase the level of investments into RE, it is therefore essential to keep all stakeholders along the value chain of RE project development, generation and exploitation well informed in advance about all evolutions of support mechanisms and their applicable rates as well as about changing administrative or legal requirement that usually involves compliance costs for project owners.

One distinct way into which support mechanisms should evolve in the future is also to allow small and medium-sized enterprises (SMEs) with limited rooftop surface areas to contribute to the joint effort of increasing photovoltaics (PV) capacities. Indeed, many SMEs do not have enough rooftop surface areas to participate in the current, large PV call for tenders. While these roof sizes would still allow mid-sized PV projects, the current framework conditions do not promote exploiting them as SMEs would need to accept setting-up either highly regulated cooperatives or civil societies. Most SMEs, however, cannot be bothered to deal with the related administrative and legal burden of those exploitation models. Solutions might include making support schemes available to SMEs with the same feed-in tariffs that are applicable today to cooperatives or civil societies or to design a specific regime and a legal framework stimulating SMEs to participate in PV production projects easily.

COMPETITIVELY PRICED RE

Increasing the share of renewable energy by increasing the level of locally produced renewable energy fed into the grid will have a mid to long term impact on the costs of the power system. Costs will mainly be driven by two factors: (1) The need to adapt the current grid infrastructure, particularly on the DSO level and (2) the subsidies paid in the form of feed-in tariffs and market premiums to promote RE generation.

The next two subchapters explain why it is essential for the industry to avoid increasing grid costs and what industry can contribute to do so.

Preserving the status quo for the energy-intensive industry

Despite increasing costs of the power system as described above, competitively priced low-carbon electricity must represent a viable alternative source of energy to support the industry's efforts to substitute CO₂ emitting processes to succeed the energy transition. It would be counterintuitive and incoherent to surcharge electricity for the industry when one major pathway of its decarbonisation is supposed to lead via low-carbon power.

Regulators must avoid that RE cost allocation mechanisms, surcharging energy-intensive industries (EII) for an increased share of renewable energy in the grid, will result in carbon leakage. The same goes for indirect costs under EU ETS that can represent a severe deterrent towards investments by EIIs in processes that require high amounts of electricity. It is therefore vital to exempt EIIs from or compensate them for additional costs in relation with grid development, RE contribution mechanisms or carbon emissions prices, and to preserve the current status quo. Further, it becomes more and more difficult to link those exemptions and compensations to energy efficiency rules, especially for EIIs, for whom, after decades of energy efficiency efforts, it has become far from trivial to identify and exploit further new affordable efficiency potentials.

Keeping the grid costs of RE deployment low

The energy-related regulatory framework must make use of all possibilities to keep the costs of RE deployment low. The next paragraph explores one major element that has a significant impact on RE grid deployment costs, and that should find consideration in RE policy design: Demand-side management with dynamic tariffs.

Demand-side management with dynamic tariffs

One approach to reduce the burden on distribution networks, and thus reducing the development costs of the grid, is to manage the demand-side of the power system. Demand-side management (DSM) involves methods to improve the power system on the demand-side, such as by increasing load efficiency by using better-adapted equipment, by implementing dynamic tariffs to promote different consumption patterns, or by deploying advanced systems to control distributed energy sources.

As a sub-topic of DSM, Demand Response (DSR) is particularly interesting. DSR describes the change of power consump-

tion of an electric unity customer to allow to better match demand for power with supply. It can provide a reliable way to relieve peaks in demand and to compensate for a large share of intermitted renewables in the grid. DSR generally helps to balance the power system and stabilise the grid. It may allow deferring, and in some instances avoiding capital-intensive investments in grid reinforcement.

Promoting DSR for grid balancing requires the legal framework to allow the TSO and the DSO to harness the benefits of demand-side flexibility or to create market conditions for third-party providers, typically aggregators, to develop a business case around a grid balancing mission via demand-side flexibility:

- On a local level: The DSO may be able to create solutions to locally balance the grid by contracting dispatchable demand with major industrial stakeholders and also small and medium-sized distributed assets. It would enable the DSO to balance energy demand by controlling, for example, the time of use of some large energy consuming industrial devices to shift them out of peak demand periods. Such a model could also mean an additional source of revenue for industries that receive remunerations for reducing their energy demand temporarily as required by the DSO. Such remuneration models would, however, require the adaptation of current energy regimes that do not foresee such incentives. Furthermore, time-sensitive dynamic price models can change the consumption behaviours of consumers to level-off consumption peaks.

- On a regional level: Aggregators typically pool many flexibility providers' potential, for example from households but also from small and large businesses, to sell them to the TSO, the DSO, or Balance Responsible Parties (BRP). Also, this model requires changes in existing energy regimes.

- On a national level: For the TSO to be able to provide a general demand-side response solution for the domestic market, it must be able to participate in the German market as Luxembourg's grid is closely connected to the German "Regelenergie". To join in Regelenegie, barriers to enter the German flexibility market must be removed.

Another DSM model already applied in Germany is "peak-shaving". In this model, TSOs incentivise consumers via individualised grid costs to reduce their consumption peaks during periods of grid peak loads. Based on historical data, the model predefines and limits grid peak load periods to specific time windows in a year. To this end, grid operators

publish the peak load windows for each calendar year, i.e. the periods during which the highest loads are expected to occur at the individual grid levels in the year.

If the consumer meets the criteria for atypical grid usage according to contract, the service price for grid usage will no longer be calculated based on the absolute maximum performance of the calendar year, but only based on the performance occurring within the peak load window. The resulting cost advantage is reimbursed to the final consumer.

SECURE DELIVERY AND PRICE OF RE

According to a study by Wyns, it is "by no means certain that sufficient, reliable and competitively priced low-CO2 electricity will be available to enable this [the energy-] transition." Wyns suggests tackling the lack of low CO2 electricity by allowing major electricity consumers to sign renewable Power Purchase Agreements (PPAs). For more extensive such PPAs to materialise, however, regulators must work on three major points:

- Even though global renewable PPAs have seen dramatic growth in the past few years, the reality is that available volumes in renewable PPAs in the EU stay limited and are increasing only slowly. Some member states, however, seem to be more successful than others in implementing renewable PPAs. Framework conditions incentivising companies to conclude renewable PPAs may be helpful to increase demand and stimulate in this way an increase of supply.

- For Luxembourg's commercial and industrial consumers to sign renewable PPAs, international barriers must be removed, and governmental backing and assistance might be required as those PPAs would certainly be cross-border agreements.

- Most energy-intensive companies operating in Luxembourg do not source renewable electricity on a national level to supply their local facilities. They purchase renewable electricity on a cross-border, regional level and for multiple facilities. It is therefore essential to make renewable PPAs available to the industry on a regional rather than on a local level. Furthermore, experience shows that physical shifting of the energy sources as required in direct PPAs is generally tricky and that large scale PPAs are hard to finance. Luxembourg's industry thus suggests focussing on framework conditions that promote cross-border regional and small scale virtual PPAs. It is, however, crucial that companies will be allowed to claim the renewable electricity acquired from

such regional PPAs for their local facility's environmental performance, avoiding acceptance issues of international guarantees of origin.

- Even though electricity sourced from renewable PPAs is free from CO2, the electricity price of such PPA, which is in general in-line with market prices, still includes CO2 surcharges arising from EU ETS, also referred to as indirect carbon costs. As such, the industry is unable to influence its electricity expenses by the amount of renewable energy it consumes, since the electricity price on the market is indexed to the marginal price. The most expensive power generation source sets this price according to the merit order. Today this source is often based on fossil fuels, a situation that might not change in the foreseeable future.

Efforts to increase the volume of renewable PPAs contracted by the industry must thus allow the sector to shed CO2 surcharges if they source renewable electricity. This is especially true for energy-intensive industries to prevent carbon leakage. Future EU ETS state aid must, therefore, compensate indirect carbon costs of all electricity consumed by an eligible installation: renewable power as well as the one based on fossil fuels.

GASTON TRAUFFLER
Head of Industrial Policy, FEDIL
gaston.trauffler@fedil.lu

mig **BARBLÉ**
Maintenance Industrielle Générale S.à.r.l.

Z.I. Schaedhaff | L-5280 Sandweiler
B.P. 39 | L-5201 Sandweiler
Tél.: +352 35 72 11-1 | Fax : +352 35 72 13
E-mail: mig@mig-online.lu | www.mig-online.lu



Constructions métalliques
Réservoirs soudés en acier
Tuyauterie industrielle
Menuiserie métallique

Stahlbau
Geschweißte Stahl tanks
Rohrleitungsbau
Metallbau



Le délai d'invocation de la faute grave du salarié

Une décision récente de la Cour d'appel¹ a rappelé l'obligation de l'employeur d'invoquer le fait ou la faute susceptibles de justifier une résiliation du contrat de travail pour motif grave dans le délai d'un mois à compter du jour où il en a pris connaissance. À défaut, il y a lieu de présumer que la faute du salarié a été pardonnée par l'employeur ou qu'elle n'était pas suffisamment grave pour rendre le maintien des relations de travail immédiatement et définitivement impossible avec comme conséquence que le licenciement avec effet immédiat prononcé après le délai visé est d'office qualifié d'abusif². Le délai d'un mois se trouve néanmoins suspendu lorsque le salarié bénéficie d'une protection contre le licenciement, comme en cas d'incapacité de travail du salarié pour cause de maladie³.

En l'espèce, un salarié, au service de l'employeur depuis le 15 septembre 2008, a été licencié avec effet immédiat le 18 mars 2016 pour les motifs suivants : le non-respect de ses horaires de travail, le fait d'avoir acheté aux frais de l'employeur et sans l'autorisation de ce dernier un chargeur compatible avec son GSM, la dégradation de la qualité de son travail, l'usage abusif de sa carte de carburant ainsi que son absence injustifiée de son lieu de travail du 7 septembre 2015 au 18 mars 2016 due à son incarcération au Maroc pour trafic de stupéfiants.

Le salarié a soutenu que l'employeur n'a pas respecté le délai d'un mois prévu à l'article L. 124-10. (6) du Code du travail et que les motifs invoqués ne sont pas précis et ne sont, de surcroît, ni réels ni sérieux. L'employeur a fait valoir que les fautes reprochées au salarié antérieures au mois de septembre 2015 n'étaient pas trop anciennes et qu'elles étaient établies et suffisamment sérieuses pour justifier un licenciement.

La disposition légale citée prévoit que : « Le ou les faits ou fautes susceptibles de justifier une résiliation pour motif grave ne peuvent être invoqués au-delà d'un délai d'un mois à compter du jour où la partie qui l'invoque en a eu connaissance, à moins que ce fait n'ait donné lieu dans le mois à l'exercice de poursuites pénales. ».

La Cour d'appel précise que l'article comporte « partant un principe et une exception, à savoir la suspension du délai d'un mois en cas de poursuites pénales. Aucune des parties n'a fait valoir l'exception, de sorte que seul le principe du délai d'invocation d'un mois sera analysé. Il résulte partant du contenu même de la lettre de licenciement, qu'au moment du licenciement prononcé le 18 mars 2016, l'absence injustifiée de A perdurait depuis le 7, respectivement le 16 septembre 2015, date à laquelle l'employeur en a eu connaissance (par l'information de la mère du salarié relative à son incarcération), soit depuis six mois. Cette absence injustifiée qui constitue, dans la chronologie des motifs invoqués, le dernier motif libellé par l'employeur pour licencier A, aurait dû conformément à l'article L. 124-10. (6) du Code du travail être invoquée au plus tard le 16 octobre 2015.

L'employeur qui, en l'espèce, a attendu six mois pour l'invoquer, et qui lui-même précise avoir fait preuve d'une grande patience, est supposé avoir pardonné au salarié cette longue absence, respectivement avoir considéré qu'elle n'était pas suffisamment grave pour licencier son salarié avec effet immédiat. N'ayant pas respecté le délai d'invocation d'un mois, le licenciement est à déclarer abusif, certes pour des motifs différents de ceux retenus par la juridiction du premier degré. ».

Au vu de cette affaire, il convient de conseiller aux employeurs de faire une analyse concrète du comportement fautif du salarié et de réagir ensuite le plus rapidement possible, et en tout cas endéans le délai d'un mois tel que prévu par le Code du travail, lorsqu'il est confronté à une faute grave d'un salarié qui justifierait son licenciement immédiat. Ainsi, l'employeur pourra éviter comme dans le cas d'espèce d'être condamné pour licenciement abusif alors qu'il a fait valoir une grande indulgence face à un salarié responsable pour un motif grave justifiant un licenciement avec effet immédiat.

¹ Cour d'appel, 27 Juin 2019, n° CAL-2018-00893 du rôle

² Cour d'appel, 26 Mai 2016, n° 40815 du rôle

³ Cour d'appel, 27 Juillet 2001, n° 24844 du rôle



PHILIPPE HECK
Conseiller auprès de la FEDIL
philippe.heck@fedil.lu

DANS UN MONDE QUI CHANGE DISPOSER DU BON ÉQUIPEMENT C'EST ESSENTIEL

LEASING FINANCIER*

Financez tous types de véhicules et biens d'équipement pour la construction et le génie civil : utilitaires, camions, grues, pelleteuses etc.

bgl.lu



**BGL
BNP PARIBAS**

La banque
d'un monde
qui change

Calendrier des événements FEDIL

OCTOBRE 2019

1	
2	
3	Foire REEL + Careers Day
4	
5	
6	
7	
8	
9	
10	Company Visit - Amazon Logistics Center
11	Roadshow HelloFuture Lycée Echternach
12	
13	
14	Welcome Meeting - New FEDIL members
15	
16	
17	Presentation: Cybersecurity Assessment Online Tool
18	
19	
20	
21	
22	FEDIL goes to Job Fair @ Hack.lu
23	Roadshow HelloFuture Lycée Aline Mayrisch
24	Roadshow HF Lycée Michel Rodange + Foire FIKOM
25	Roadshow HelloFuture Athénée de Luxembourg
26	
27	
28	
29	
30	
31	

NOVEMBRE 2019

1	
2	
3	
4	
5	
6	Roadshow HelloFuture Lycée de Belval
7	
8	
9	
10	
11	
12	
13	
14	
15	
16	
17	
18	
19	
20	
21	
22	
23	
24	
25	
26	Remise du Prix de l'Environnement de la FEDIL 2019
27	
28	
29	
30	

À LA RECHERCHE DE FUTURS TALENTS?!

ALORS RENDEZ-VOUS SUR **WWW.HELLOFUTURE.LU**



HELLOFUTURE.LU
your job in industry

Vous travaillez dans l'industrie ?

Vous êtes à la recherche
d'un stagiaire hors du commun ?

Publiez le profil de votre entreprise
sur HelloFuture.lu pour attirer les
meilleurs jeunes talents du pays !

LES PARTENAIRES DU PROJET



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG



Publications de la FEDIL



Paramètres sociaux applicables à partir du 1er janvier 2019 (NEW)



Lancement de l'appel à projets dans le cadre de la stratégie nationale 5G



Les qualifications de demain dans l'industrie (Édition 2019)



Plateforme d'échange de conventions collectives



Rapport annuel 2018



Hausse du congé annuel payé et jour férié légal supplémentaire (9 mai)



Brèves de jurisprudence 01/2019 : Le congé annuel payé du salarié



Vacances scolaires 2019-2022



FEDIL Note About Luxembourg's Renewable Energy Policy (NEW)



Finance durable et « taxonomie »



La révision des priorités nationales de la recherche publique



Feedback Note about EU ETS State Aid Guidelines Public Consultation

Positions de la FEDIL



La finance durable prend son envol



**TOUTES LES ACTUALITÉS
DE LA FEDIL ET DE L'INDUSTRIE
SUR www.fedil.lu/newsfeed**

écho des entreprises

FEDIL – The Voice of Luxembourg's Industry

7, rue Alcide de Gasperi
Luxembourg-Kirchberg
B.P. 1304
L-1013 Luxembourg
echo@fedil.lu

Service publicité :
bob.rume@ic.lu
(+352) 48 00 22 – 506

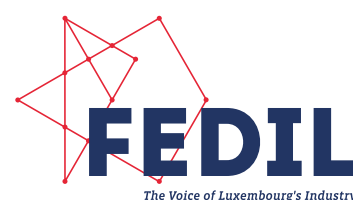
Éditeur :
FEDIL a.s.b.l.
The Voice of Luxembourg's Industry
R.C.S. Luxembourg F 6043
www.fedil.lu

Directeur : René Winkin
Rédacteur en chef : Frank Genot
Mise en page : Nicolas Gordi-Lopez
Conception : Clff

Impression : Imprimerie Centrale
Paraît 6 fois par an
Tirage : 2.300 exemplaires

© Copyright 2019 FEDIL

Tous droits réservés.
Des reproductions peuvent être
autorisées en ligne par www.lord.lu.



NEW version 2.0

Soyez alerté en cas
de panne d'électricité!

Recevez une notification
push en cas de panne
d'électricité dans
votre commune.



Tenez-vous au courant!

Grâce à notre nouvelle App, suivez depuis votre smartphone et en temps réel, les données techniques des réseaux électricité et gaz du Grand-Duché. Consultez les cartes réseaux, les chiffres clés, les importations par point d'entrée ou encore la production d'énergie électrique par secteur d'activité et recevez une notification en cas de panne d'électricité.



creos.net

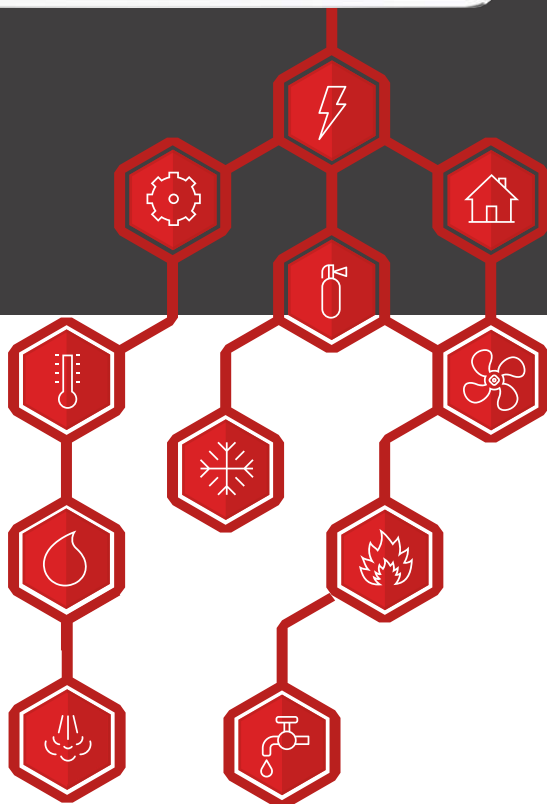


Toutes les techniques du bâtiment, un système de gestion

Chauffage, ventilation, climatisation, éclairage, gestion d'accès, extinction d'incendie, vidéo-surveillance...

Notre maîtrise de l'ensemble des techniques du bâtiment et notre capacité d'intégration de ses différents équipements vous garantissent :

- ▣ le rapport confort – économie – écologie le plus performant pour votre infrastructure ;
- ▣ une gestion aisée et centralisée de l'ensemble de vos installations techniques et énergétiques.



Chauffage • Ventilation • Climatisation • Electricité basse tension et courants faibles • Détection et extinction d'incendie • Automatisation, régulation et surveillance • Réfrigération • Vapeur • Traitement des eaux • Sanitaire • Cogénération et chauffage urbain